



BUDGET PRIMITIF 2020

Rapport de présentation

SOMMAIRE

Introduction	1
1. Le budget principal	2
1.1. Les équilibres financiers	2
1.2. Les produits de fonctionnement.....	4
1.3. Les charges de fonctionnement.....	6
1.4. Le budget par politique publique.....	8
1.4.1. Education et famille	8
1.4.2. Espaces publics et environnement.....	9
1.4.3. Vie démocratique et citoyenneté	10
1.4.4. Culture et patrimoine	11
1.4.1. Sport	11
1.4.2. Solidarité et santé	12
1.4.1. Aménagement	12
1.4.1. Administration générale.....	13
1.4.2. Pilotage stratégique et performance.....	14
2. Les budgets annexes	15
2.1. Le budget parkings	15
2.2. Budget lotissement Beauregard	15

INTRODUCTION

Le budget primitif (BP) 2020 montre des chiffres en amélioration par rapport au BP 2019.

- **La capacité d'autofinancement brute progresse de 12,4%**

Cet indicateur exprime ce qui reste des recettes pérennes une fois payées les dépenses de fonctionnement et les intérêts de la dette.

En période de raréfaction des recettes, une augmentation de la CAF brute traduit une diminution des dépenses de fonctionnement et/ou une diminution des intérêts versés aux banques par la commune.

- **La capacité d'autofinancement nette s'améliore de 600K€**

Cet indicateur, obtenu en retirant de la CAF brute le capital de dette remboursé dans l'année, montre essentiellement le poids de l'encours de cette dette.

La CAF nette à vocation à rester fortement positive. Pour notre commune, cet indicateur s'améliore de 600K€ mais reste encore négatif. Cette négativité montre que nous devons encore réduire l'encours de notre dette.

Conformément aux données du DOB, nous fixons à 2023 le retour à la positivité de la CAF nette.

Une CAF nette négative n'empêche pas la commune d'investir car il existe des ressources propre à l'investissement (Fond de compensation de la TVA, Subventions, cessions) qui ne participent pas au calcul de la CAF nette.

- **L'encours de dette baisse de 4,5M€ à 71,7M€**

Depuis 2014, l'encours de dette de notre ville sera passé de 84,7M€ à 71,7M€ soit une baisse de 15,4%.

Le montant de l'annuité de dette supporté par la ville est passé de 13,4 M€ en 2015 à 10,3M€ en 2020.

- **Le taux moyen de la dette passe de 3% à 2,7%**

Depuis que la ville a pu négocier sa sortie du dernier « emprunt toxique », le taux moyen de sa dette est passé de 7,9% à 2,7%.

La baisse du poids de la dette constatée en 2020 résulte non seulement de la diminution de l'encours mais aussi de l'optimisation de ses taux d'intérêt.

Ce travail sur la dette doit être poursuivi.

- **Le temps de désendettement de BP à BP passe de 14 ans à 11 ans.**

Le temps de désendettement diminue de manière proportionnelle à l'amélioration des finances d'une collectivité.

Compte tenu de notre politique de contrôle de la dette et des dépenses de fonctionnement, nous attendons encore une amélioration très significative de cet indicateur dans les années à venir.

Dans le même temps :

- **Les taux d'imposition restent abaissés.**

Les taux d'imposition actuels sont suffisants pour que la commune s'acquitte de ses devoirs de service public.

La situation financière de la ville s'améliorant nettement, il n'est pas prévu de les augmenter.

- **Les investissements progressent de 1,1M€ à 9,3M€**

La ville remboursant moins d'intérêt aux banques, c'est fort logiquement que sa capacité à investir augmente.

L'année 2020 verra un investissement en hausse significative sans pour autant augmenter le poids de la dette.

Ces indicateurs convergent pour démontrer l'amélioration de la santé financière de notre commune qui est donc capable de gérer l'argent public en diminuant les coûts liés à la dette et aux dépenses de fonctionnement tout en augmentant les investissements, bénéfiques au territoire et à ses habitants.

Le recours à l'emprunt reste pertinent pour le financement d'investissements structurants dont le coût nécessite un étalement sur plusieurs années. La ville devra cependant veiller à dégager suffisamment d'autofinancement pour éviter le recours excessif à l'emprunt et le retour d'une situation financière dégradée.

1. LE BUDGET PRINCIPAL

1.1. Les équilibres financiers

Les produits de fonctionnement s'élèvent à 62,7 M€ pour 56,7 M€ de dépenses de fonctionnement, soit une CAF brute de 6,0 M€. Elle est en progression de 0,7 M€ par rapport à 2019 (5,4 M€) et conforme aux orientations du DOB.

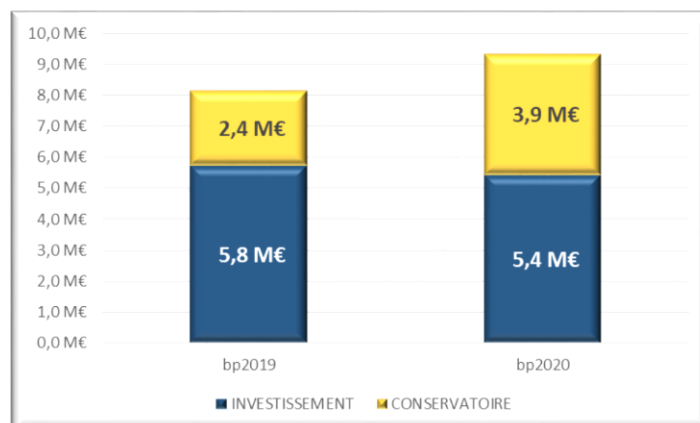
Le remboursement de capital progressant de 0,1M€, la CAF nette progresse de 0,6 M€ et se fixe à - 2,0 M€. Le FCTVA et la taxe d'aménagement devraient être relativement stable et s'élever à 1 M€.

Les cessions sont fixées à 2,0 M€.

Au final, l'objectif de disponible pour financement de 1 M€ est atteint.

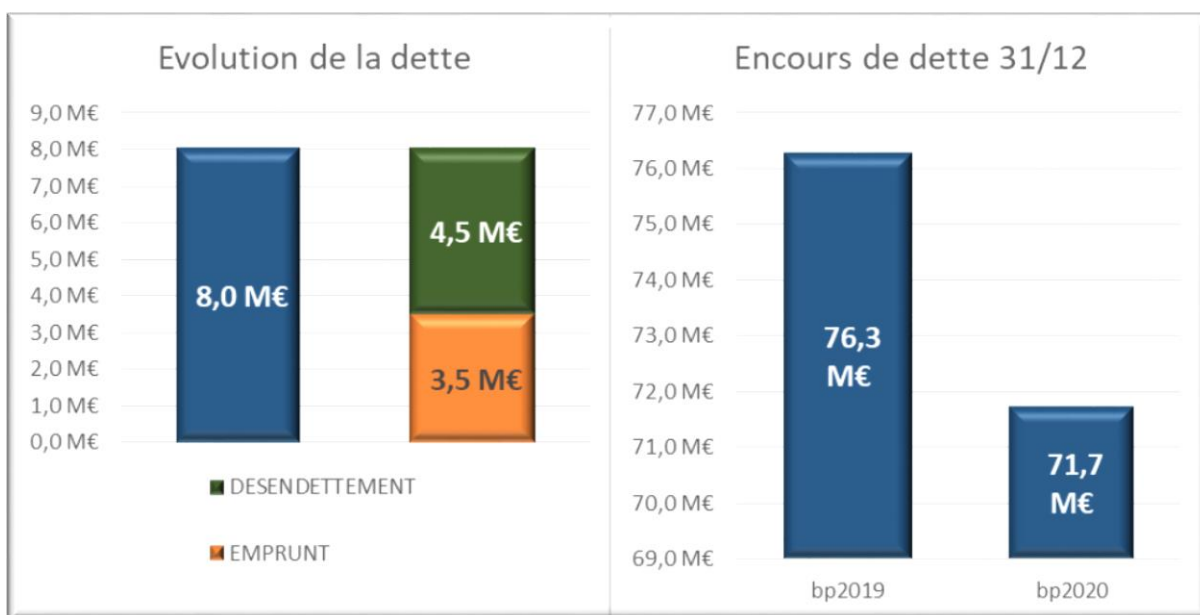
en milliers d'euro	bp2019	bp2020
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	61 737	62 708
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 431	6 501
TRAVAUX EN REGIE (72)	175	175
IMPOTS ET TAXES (73)	37 355	37 856
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	17 149	17 483
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	434	490
ATTENUATION DE CHARGES (013)	188	193
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	5	10
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	56 357	56 661
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	11 013	11 443
CHARGES DE PERSONNEL (012)	34 660	34 886
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	251	71
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 558	6 575
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	3 477	3 232
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)*	388	444
PROVISIONS (68)	10	10
* Hors reversement des excédents eau et assainissement à l'agglomération financé par une reprise sur provision		
CAF BRUTE (d = a + c - b)	5 380	6 047
- REMBOURSEMENT CAPITAL	7 960	8 027
CAF NETTE (e)	-2 580	-1 980
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g)	3 580	2 980
FCTVA	800	800
TAXE AMENAGEMENT NET	180	180
CESSIONS	2 600	2 000
DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h = e - f + g)	1 000	1 000

Les investissements s'élèvent à 5,4 M€ pour 0,9 M€ de subventions, soit un investissement net de 4,5 M€. Ce niveau, comparable à celui de 2019, est inférieur aux années précédentes, du fait que la maîtrise d'ouvrage du conservatoire est assurée par Laval Agglomération et que la participation de la ville se fait par un prélèvement sur l'attribution de compensation de l'annuité qui en découle. Les dépenses prévues en 2020 pour cette opération par l'agglomération devraient s'élever à 13 M€, soit 3,9 M€ à la charge de la ville portant l'investissement à 9,3 M€.

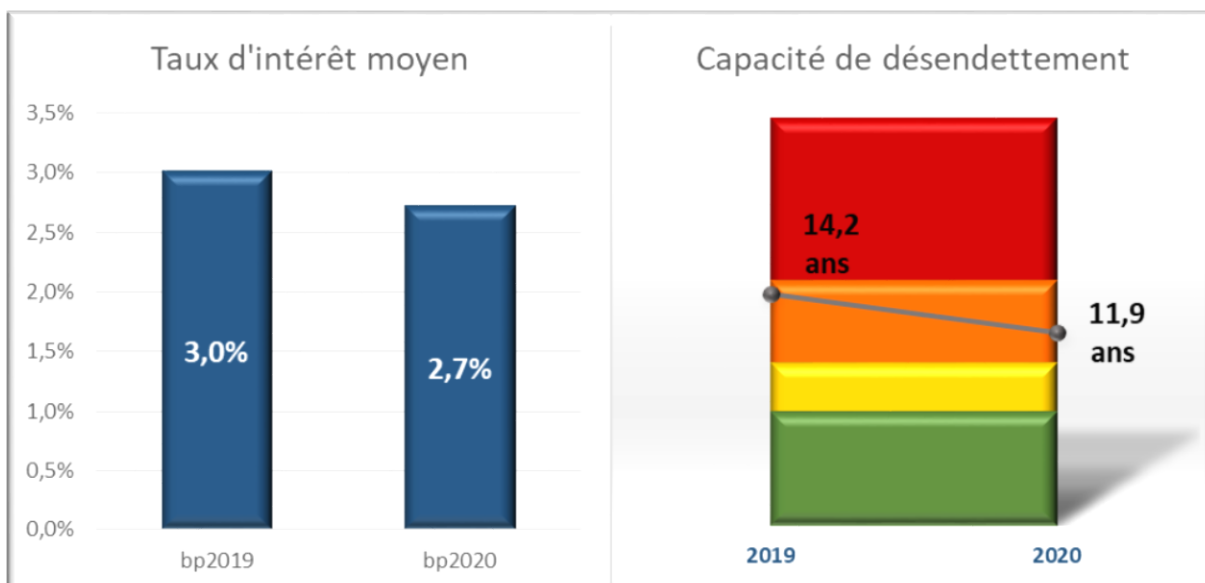


L'investissement net est financé à hauteur de 1 M€ par le disponible pour financement des investissements et 3,5 M€ par des emprunts. Le remboursement de capital s'élevant à 8,0 M€, cela signifie un désendettement de la commune de 4,5 M€. L'encours de dette se fixerait alors à 71,7 M€ au 31 décembre contre 76,3 M€ au 31 décembre 2019.

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h)	1 000	1 000
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 760	5 441
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	1 150	941
INVESTISSEMENTS NETS (i)	4 610	4 500
EMPRUNT D'EQUILIBRE (j = i - h)	3 610	3 500

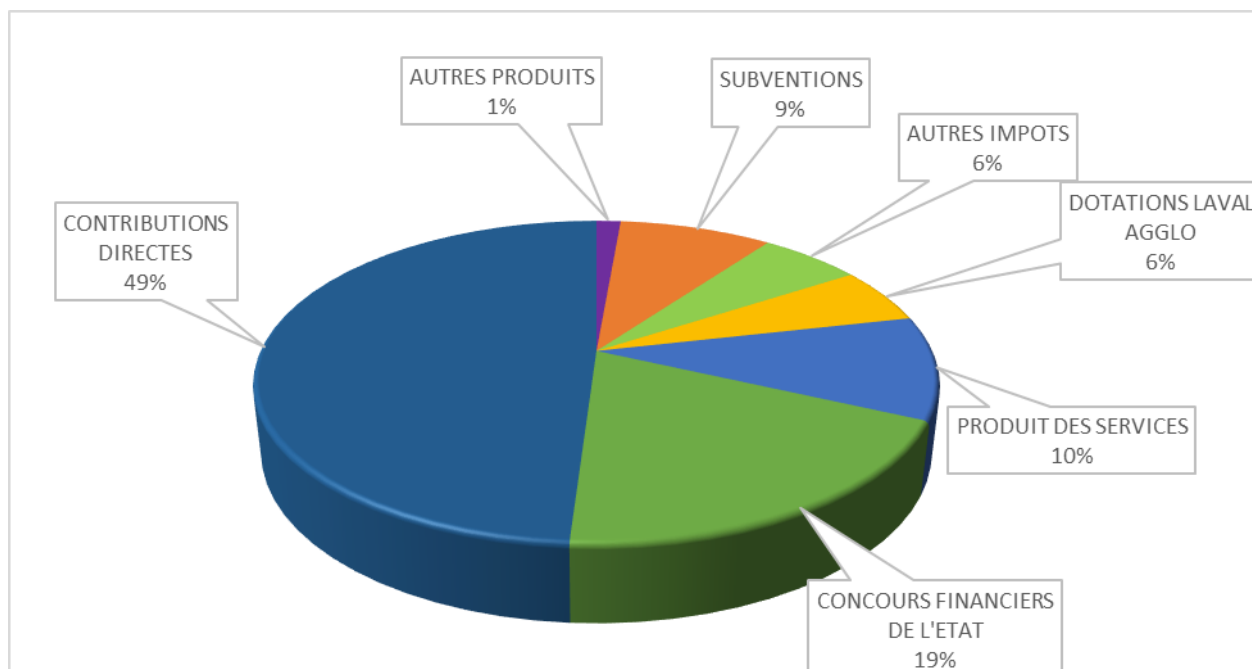


Cette baisse de l'encours conjointe à la progression de la CAF brute permettent une amélioration du délai de désendettement qui passerait de 14,2 années à 11,9 ans. La faiblesse actuelle des taux d'intérêt va permettre une baisse du taux d'intérêt moyen qui passe de 3,1% à 2,7%.



1.2. Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement se composent principalement des contributions directes, des concours financiers de l'Etat et des dotations de Laval Agglomération qui en représentent globalement 74%.



en milliers d'euro	bp2019	bp2020	EVOL°
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	61 737	62 708	1,6%
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 431	6 501	1,1%
TRAVAUX EN REGIE (72)	175	175	0,0%
IMPOTS ET TAXES (73)	37 355	37 856	1,3%
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	17 149	17 483	1,9%
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	434	490	12,9%
ATTENUATION DE CHARGES (013)	188	193	2,7%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	5	10	100,0%

- **Les produits des services**

Les produits des services sont en progression de 1,1%. Cette hausse résulte essentiellement des remboursements de carburant par Laval Agglomération et le CCAS du fait de la hausse des prix ainsi que de la restauration scolaire suite à la revalorisation des tarifs nécessaire au financement de l'élargissement d'aliments issus de l'agriculture biologique.

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 431	6 501
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	535	549
REMBOURSEMENT DE FRAIS	615	671
REDEVANCE PERISCOLAIRE	1 474	1 515
OCCUPATION DOMAINE PUBLIC TELEPHONIE	43	45
PRESTATION DE SERVICE ARCHEOLOGIE	0	10
REDEVANCE GYMNASES	22	12
REDEVANCE MAISONS DE QUARTIER	115	53
REDEVANCE CENTRES DE LOISIRS	280	276
REDEVANCE PETITE ENFANCE	709	735
UNIVERSITE POPULAIRE	23	22
AUTRES	2 615	2 615

- **Les impôts et taxes :**

Les impôts et taxes sont en progression de 1,3% ceci résultant :

- de l'évolution des contributions directes liée à des constructions nouvelles et à l'actualisation décidée par la Parlement (0,9%),
- des droits de mutation qui sont particulièrement dynamiques ces dernières années,
- le FPIC, le territoire étant redevenu bénéficiaire à compter de 2019.

A l'inverse, les dotations communautaires sont en baisse en raison du financement du conservatoire.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2019	bp2020
IMPOTS ET TAXES (73)	37 355	37 856
CONTRIBUTIONS DIRECTES	30 000	30 700
DOTATIONS COMMUNAUTAIRES	4 180	3 521
DROITS DE MUTATION	1 250	1 500
TAXE ELECTRICITE	900	900
FPIC	375	595
TAXE SUR LA PUBLICITE	550	550
AUTRES	100	90

- **Les dotations et participations :**

Elles augmentent de 1,9% par rapport au budget 2019 en raison de la progression des concours financiers de l'Etat et des subventions dans le domaine de la petite enfance, du temps péri-scolaire et du temps extra-scolaire lié à un nouveau contrat enfance jeunesse avec la CAF.

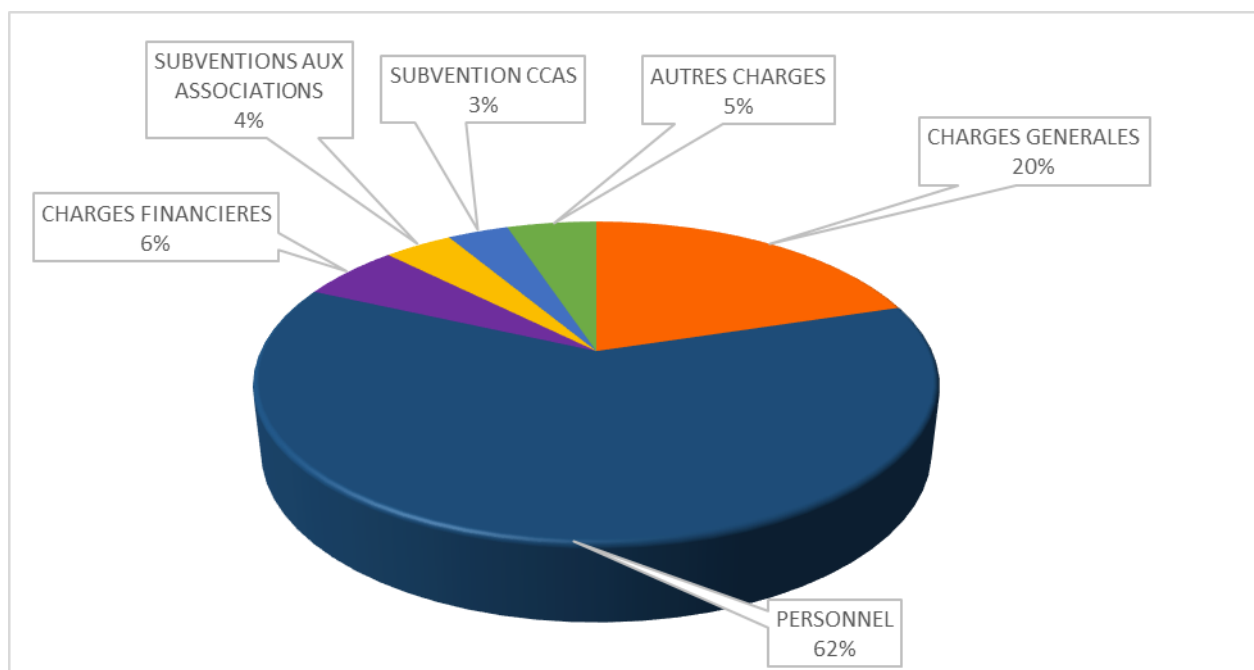
<i>en milliers d'euro</i>	bp2019	bp2020
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	17 149	17 483
DOTATION FORFAITAIRE	7 715	7 615
DOTATION SOLIDARITE URBAINE	1 925	2 020
DOTATION PEREQUATION	610	735
COMPENSATIONS FISCALES	1 630	1 670
FONDS DE CONCOURS INTERCOMMUNAL	500	500
SUBVENTIONS PERI SCOLAIRE (TAP)	926	970
SUBVENTIONS EXTRA SCOLAIRE	524	580
SUBVENTIONS PETITE ENFANCE	2 340	2 430
AUTRES	980	964

- **Les autres produits de fonctionnement courant :**

Les autres produits de fonctionnement courant sont en progression de 12,9% du fait de l'actualisation de la redevance du délégataire du chauffage urbain et de la progression des loyers..

<i>en milliers d'euro</i>	bp2019	bp2020
AUTRES PRODUITS DE FONCT. COURANT (75)	434	490
LOYERS	269	302
LOCATION SALLE POLYVALENTE	50	50
LOCATION AUTRES SALLES	20	23
REDEVANCE DSP CHAUFFAGE	80	100
AUTRES	15	15

1.3. Les charges de fonctionnement



Par rapport à 2019, les charges de fonctionnement sont en progression de 0,5%.

en milliers d'euro	bp2019	bp2020	EVOL°
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	56 357	56 661	0,5%
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	11 013	11 443	3,9%
CHARGES DE PERSONNEL (012)	34 660	34 886	0,7%
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	251	71	-71,7%
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 558	6 575	0,3%
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	3 477	3 232	-7,0%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	388	444	14,4%
PROVISIONS (68)	10	10	0,0%

- **Les charges à caractère général :**

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
CHARGES A CARACTERE GENERAL	11 013	11 443
ALIMENTATION RESTAURATION	1 196	1 317
CARBURANT	550	604
STATIONNEMENT	472	539
FORMATION DES APPRENTIS	0	35
CONTROLES TECHNIQUES BATIMENTS	42	62
MAINTENANCES INFORMATIQUES	150	172
INTERMITTENTS	10	25
PROJETS VIE DE QUARTIER	23	53
ERADICATION NUISIBLES	15	26
FOURRIERE VEHICULES	18	25
PROJET CLEAC	0	18
AUTRES	8 537	8 567

Les charges à caractère général sont en augmentation de 3,9%. Cette évolution s'explique principalement par le développement d'aliments issus de l'agriculture biologique dans la restauration, la hausse des prix des carburants, le changement du mode de financement de la formation des

apprentis, le recours à l'ANTI pour les forfaits post stationnement ainsi que la nécessité d'effectuer des contrôles au niveau des bâtiments des défibrillateurs.

- **Les dépenses de personnel :**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 34 886 m€, soit une hausse de 0,7%. Ces dépenses intègrent :

- la participation de la collectivité à la mutuelle santé : 110 m€,
- le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : 167 m€,
- le « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) : 78 m€,
- l'impact de la hausse de taux de cotisation à la CNRACL (47 m€).

- **Les autres charges de gestion :**

Les autres charges de gestion sont globalement stables (+0,3%).

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 558	6 575
SUBVENTION CCAS	1 965	1 965
SUBVENTION THEATRE	640	650
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	2 219	2 250
<i>dont contrat de ville</i>	<i>40</i>	<i>40</i>
CONTRIBUTION ECOLES PRIVEES	1 058	1 058
ELUS	612	612
ORGANISMES DE GROUPEMENT	4	0
PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	60	40
AUTRES	0	0

- **Les charges financières :**

Les frais financiers sont en diminution de 7%, ce qui s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt qui perdure faisant que les nouveaux emprunts ont des taux d'intérêt de l'ordre de 1,9% ainsi que de la diminution de l'encours de dette.

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
FRAIS FINANCIERS	3 477	3 232
INTERETS DE LA DETTE	2 254	2 004
SWAP NETS	73	73
INDEMNITE DEPFA	1 095	1 095
AUTRES	55	60

- **Les charges exceptionnelles :**

Les dépenses exceptionnelles sont en hausse de 14% principalement en raison de la subvention parking suite à une baisse de la redevance versée par le délégataire.

en milliers d'euro	bp2019	bp2020
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	388	444
SUBVENTION PARKING	299	344
BONIFICATION INTERETS MEDUANES	10	10
AUTRES	79	90

1.4. Le budget par politique publique

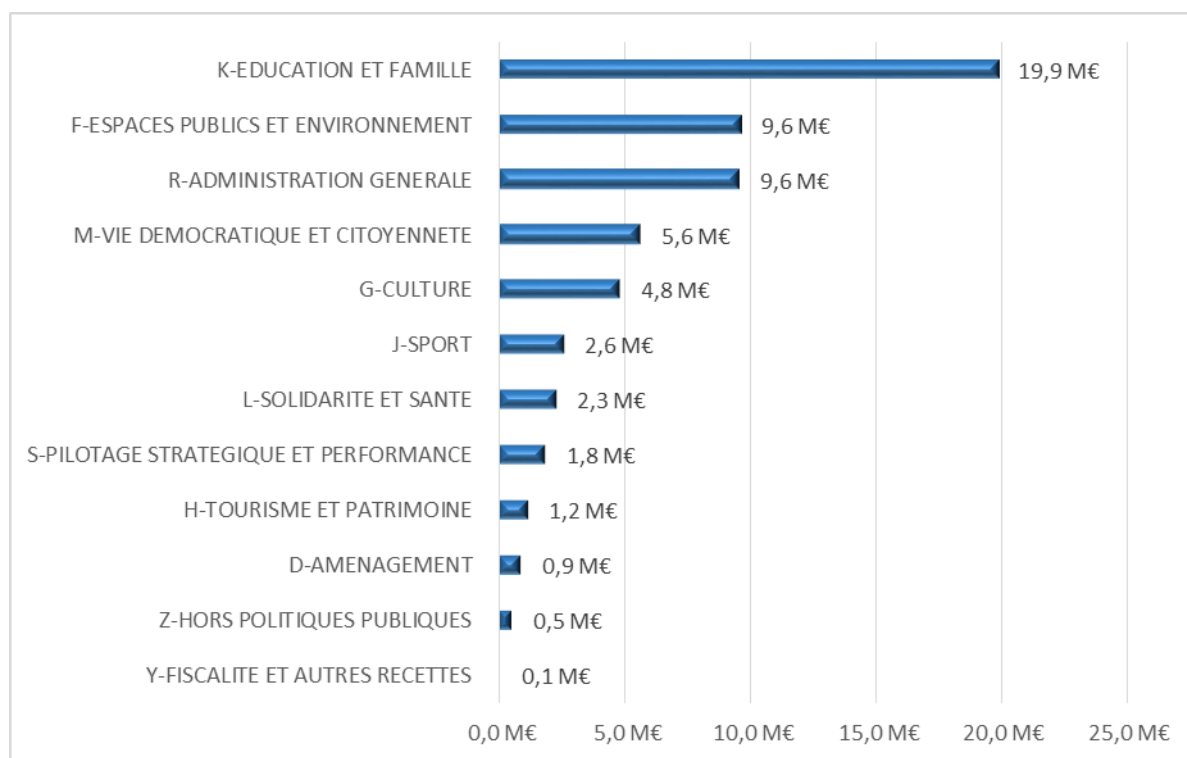
- **Les dépenses de fonctionnement :**

Hors dette, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 53,4 M€. Avec un total de 19,9 M€, la mission "éducation famille" représente 36% de ces dépenses.

- **Les dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 5,4 M€. Avec un total de 1,3M€, la mission "espaces publics et environnement" représente 24% de ces dépenses.

Investissement + fonctionnement par mission



1.4.1. EDUCATION ET FAMILLE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "éducation et familles" s'élèvent à 19,4 M€ dont 4,7 M€ pour la petite enfance, 9,5 M€ pour l'enfance (écoles et ALSH) et 4,8 M€ pour la restauration collective.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
KK1-Petite enfance 0-3 ans	4 710	3 166
DONT PERSONNEL	4 457	
KK2-Enfance 2-12 ans	9 519	2 186
DONT PERSONNEL	7 410	
KK3-Jeunesse 12-25 ans	400	153
DONT PERSONNEL	363	
KK5-Restauration collective	4 752	1 715
DONT PERSONNEL	3 245	
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	19 381	7 219

L'investissement s'élève à 0,5 M€ avec notamment des frais de programmistes pour la crèche à Tire d'Aile, les écoles de la Senelle et Hilard et la cuisine centrale.

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
KK1-Petite enfance 0-3 ans	48	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	48	0
PLAN QUALITE PETITE ENFANCE	18	0
CRECHE A TIRE D'AILE	30	0
KK2-Enfance 2-12 ans	340	0
DOTATION EQUIPEMENTS	44	0
DOTATION EQUIPEMENTS	30	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS	14	0
PLAN QUALITE ECOLES	260	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ECOLES	50	0
ECOLE SENELLE	30	0
ECOLE HILARD	30	0
PLAN QUALITE ECOLES	150	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	36	0
PLAN QUALITE ALSH	36	0
KK3-Jeunesse 12-25 ans	3	0
DOTATION EQUIPEMENTS	3	0
KK5-Restauration collective	90	0
DOTATION EQUIPEMENTS	60	0
CUISINE CENTRALE	30	0
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	481	0

1.4.2. ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la politique des espaces publics représentent 8,3 M€ dont 6,6 M€ au titre des espaces publics. La sécurité et réglementation représente une dépense de 1,5 M€ pour 2 M€ de recettes apportées notamment par les recettes des horodateurs, le forfait post stationnement et la taxe locale sur la publicité.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
FF1-Qualite des espaces publics	6 829	375
DONT PERSONNEL	5 468	
FF2-Securite et reglementation	1 489	1 920
DONT PERSONNEL	773	
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	8 317	2 295

En matière d'investissement, il s'élève à 1,3 M€ dont 1,1 M€ au titre de la qualité des espaces publics. En 2020, la rénovation de la rue de Bretagne sera poursuivie.

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
FF1-Qualite des espaces publics	1 263	402
DOTATION EQUIPEMENTS	42	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	68	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	68	0
PLAN QUALITE VOIRIE	913	52
PLAN QUALITE ECLAIRAGE PUBLIC	177	0
PLAN QUALITE SIGNALISATION	30	0
PLAN QUALITE VOIRIE	204	0
RUE DE BRETAGNE	135	52
REAMENAGEMENT DE RUES	367	0
PROGRAMME ACCESSIBILITE	50	0
ACCESSIBILITE VOIRIE	50	0
PLUVIAL	190	0
AMENDES DE POLICE	0	350
FF2-Securite et reglementation	64	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	14	0
POTEAUX INCENDIE	14	0
SECURISATION ESPACES PUBLICS	50	0
MOBILIER URBAIN	50	0
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	1 327	402

1.4.3. VIE DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNETÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "vie démocratique et citoyenneté" s'élèvent à 5,1 M€ dont 2,6 M€ pour la vie des quartiers et des commerces.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
MM1-Democratie locale	611	9
DONT PERSONNEL	435	
MM2-Vie Citoyenne	1 644	173
DONT PERSONNEL	1 568	
MM3-Vie des quartiers et commerces	2 535	902
DONT PERSONNEL	1 932	
MM4-Vie associative	319	4
DONT PERSONNEL	173	
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	5 110	1 087

L'investissement s'élève à 0,5 M€ et comprends notamment une nouvelle tranche pour l'espace associatif (0,4 M€).

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
MM1-Democratie locale	32	15
DOTATION EQUIPEMENTS	17	0
DOTATION EQUIPEMENTS	2	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS	15	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	15	15
PROJETS COLLABORATIFS	15	15
MM2-Vie Citoyenne	44	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	44	0
PLAN QUALITE CIMETIERES	24	
CIMETIERE VAUFLEURY	20	
MM3-Vie des quartiers et commerces	43	0
DOTATION EQUIPEMENTS	25	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	18	0
PLAN QUALITE MAISONS QUARTIER	18	0
MM4-Vie associative	362	129
DOTATION EQUIPEMENTS	2	0
ESPACE ASSOCIATIF	360	129
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	481	144

1.4.4. CULTURE ET PATRIMOINE

Les dépenses de fonctionnement de la politique culturelle et du patrimoine représentent 5,7 M€ dont 3,2 M€ pour la création et la diffusion artistiques.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
GG2-Creation et diffusion artistiques	3 220	347
DONT PERSONNEL	1 346	
GG3-Lecture publique	1 554	7
DONT PERSONNEL	1 369	
HH1-Animation touristique et patrimoniale	540	38
DONT PERSONNEL	82	
HH4-Gestion / conservation du patrimoine	361	0
DONT PERSONNEL	303	
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE	5 675	391

Les investissements vont s'élever à 0,3M€. A noter que Laval Agglomération est maître d'ouvrage du conservatoire pour lequel la ville participe via un prélèvement sur son attribution de compensation.

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
GG2-Creation et diffusion artistiques	41	0
DOTATION EQUIPEMENTS	26	
SALLE POLYVALENTE	15	
GG3-Lecture publique	2	0
DOTATION EQUIPEMENTS	2	
HH1-Animation touristique et patrimoniale	7	0
DOTATION EQUIPEMENTS	7	
HH4-Gestion / conservation du patrimoine	256	20
DOTATION EQUIPEMENTS	44	20
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	212	
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE	307	20

1.4.1. SPORT

Les dépenses de fonctionnement de la politique sportive s'élèvent à 2,0 M€ dont 1,2 M€ au titre des équipements sportifs de proximité.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
JJ2-Equipements sportifs de proximite	1 219	109
DONT PERSONNEL	670	
JJ3-Soutien au sport de haut niveau	138	0
JJ4-Soutien a la pratique et a l'évènementiel sportif	701	3
DONT PERSONNEL	148	
TOTAL SPORT	2 057	112

L'investissement est prévu à hauteur de 0,6 M€ avec notamment 0,3 M€ pour le plan gymnases.

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
JJ2-Equipements sportifs de proximite	565	215
DOTATION EQUIPEMENTS	22	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	128	0
PLAN GYMNASSES	325	215
SOCIETE DES COURSES	30	0
TERRAIN SYNTHETIQUE	60	0
TOTAL SPORT	565	215

1.4.2. SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "solidarité et santé" s'élèvent à 2,3 M€ dont 2 M€ pour la subvention au CCAS.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
LL1-Actions sociales	205	171
LL5-Moyens generaux CCAS	1 955	0
LL6-Sante	132	40
DONT PERSONNEL	87	
TOTAL SOLIDARITE ET SANTE	2 292	211

1.4.1. AMÉNAGEMENT

En fonctionnement, la politique de l'aménagement porte essentiellement sur le personnel de l'urbanisme payé par la ville ainsi que sur des opérations de fouille archéologique, ce qui s'élève à 0,3 M€.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
DD3-Amenagement urbain	290	0
DONT PERSONNEL	187	
TOTAL AMENAGEMENT	290	0

L'investissement s'élève à 1,1 M€, les principales opérations portant sur la ZAC Ferrié, la finition de la voie nouvelle des Pommeraies, les études du centre-ville et le début des travaux du PRU St Nicolas.

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
DD3-Amenagement urbain	601	60
AMENAGEMENTS CENTRE VILLE	420	60
CENTRE VILLE	420	60
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS	115	0
EXTENSION ERDF	85	0
SUBVENTIONS FACADES	30	0
PRU SAINT NICOLAS	66	0
BD KELLERAMNN	42	0
RUE SOULT	24	0
TOTAL AMENAGEMENT	601	60

1.4.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Les dépenses d'administration générale s'élèvent à 8,1 M€ dont 3,2 M€ pour la gestion du patrimoine et 2,0 M€ aux moyens généraux (garage, imprimerie,...).

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
RR1-Gestion budgétaire et financière	742	0
DONT PERSONNEL	16	
RR2-Gestion des Ressources Humaines	1 712	571
DONT PERSONNEL	1 175	
RR3-Systèmes d'information et télécommunications	282	86
RR4-Gestion du patrimoine bâti et foncier	3 160	1 907
DONT PERSONNEL	1 820	
RR5-Sécurité juridique et commande publique	196	5
RR6-Moyens généraux	1 971	348
DONT PERSONNEL	923	
TOTAL ADMINISTRATION GÉNÉRALE	8 063	2 915

Les investissements s'élèvent à 1,5 M€ dont 375 m€ de véhicules pour l'ensemble des services, 230 m€ pour le centre administratif et 150 m€ pour l'accessibilité des bâtiments.

INVESTISSEMENT			
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES	RECETTES
RR1-Gestion budgetaire et financiere		20	0
DOTATION EQUIPEMENTS		20	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		20	
RR2-Gestion des Ressources Humaines		25	0
DOTATION EQUIPEMENTS		25	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		25	
RR3-Systemes d information et telecommunicat ions		246	0
DOTATION EQUIPEMENTS		246	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		201	
PHOTOCOPIEURS		45	
RR4-Gestion du patrimoine bati et foncier		743	100
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS		100	0
GESTION FONCIERE		100	
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS		493	100
CENTRE A DMINISTRATIF		230	100
DOTATION EQUIPEMENTS		33	
PLAN QUALITE EQUIPTS PUBLICS		230	
PROGRAMME ACCESSIBILITE		150	0
ACCESSIBILITE BATIMENTS		150	
RR5-Securite juridique et commande publique		76	0
DOTATION EQUIPEMENTS		51	
HORS OPERATIONS		25	0
FRAIS INSERTION		25	
RR6-Moyens generaux		389	0
DOTATION EQUIPEMENTS		389	0
DOTATION EQUIPEMENTS		14	
PARC VEHICULES		375	
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE		1 499	100

1.4.2. PILOTAGE STRATÉGIQUE ET PERFORMANCE

Les dépenses pour le pilotage stratégique s'élèvent à 1,8 M€ en fonctionnement et 9 m€ en investissement.

FONCTIONNEMENT			
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES	RECETTES
SS1-Vie communautaire et communale		1 197	23
DONT PERSONNEL		546	
SS2-Communication externe et animation commerciale		632	5
DONT PERSONNEL		390	
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE		1 829	28

INVESTISSEMENT			
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES	RECETTES
SS2-Communication externe		6	
DOTATION EQUIPEMENTS		6	0
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE		6	0

2. LES BUDGETS ANNEXES

2.1. Le budget parkings

<i>en milliers d'euro</i>	bp2019	bp2020
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	509	512
PRODUIT DES SERVICES (70)		
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	299	344
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	210	168
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	202	198
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	0	0
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	202	198
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	0	0
EPARGNE BRUTE (c = a - b)	307	314
- REMBOURSEMENT CAPITAL	299	314
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d)	8	0
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8	0
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	0	0
INVESTISSEMENTS NETS (e)	8	0
EMPRUNT D'EQUILIBRE (f = e - d)	0	0
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS	307	314

Le budget parkings retrace les opérations suivantes :

- Annuités de dette des emprunts conservés par la ville,
- Redevance du délégataire,
- Amortissements des dépenses et subventions d'investissement réalisées.

La diminution de la redevance versée par le délégataire conduit à augmenter la subvention d'équilibre.

2.2. Budget lotissement Beauregard

Seules des écritures d'ordre budgétaire sont inscrites au budget primitif à hauteur de 1 620 m€ correspondant à l'ensemble des dépenses réalisées.